

Union européenne et Coronavirus : l'« habit ne fait pas le moine » !

L'Europe avec ses 50 pays, parce qu'il n'y a pas que l'Union européenne des 27, est actuellement l'épicentre du coronavirus (covid-19). Le tout est dit et arrivé. L'expérience chinoise n'a pas forcément été perçue à son juste niveau.

Le regard sur l'Union est décevant. C'est d'abord et avant tout un repli sur soi généralisé, agrémenté de quelques décisions et dispositions destinées à flatter l'impression d'unité. Au bout du rouleau, chaque état apparaît comme livré à lui-même. Les approches sanitaires pour combattre le virus sont disparates. Tout à coup réapparaît la notion de Pays.

Un chacun pour soi regrettable mais inévitable

Fermer les frontières au sens figuré pour assurer des contrôles sanitaires a été considéré comme un « crime ». La seule frontière reconnue par Bruxelles était celle de l'Union européenne. Incapables de la définir, nos « savants techno-politiques » n'ont rien trouvé de mieux que de parler de « Frontex » et de l'« Espace Schengen » ! L'affaire était entendue, cela permettait aussi d'englober l'arrivée des migrants en provenance de Turquie en Grèce.

Mais combien d'entre nous savent que l'« Espace Schengen » n'inclut que 22 des 27 pays européens. Cinq d'entre eux n'en font pas partie : Chypre, Bulgarie, Roumanie, sans oublier le Royaume-Uni et l'Irlande. Deux autres ne faisant pas partie de l'UE sont inclus dans l'ensemble : l'Islande et la Norvège. Dès qu'il s'agit de parler d'Union européenne est discutable. Il n'empêche que tous les pays ont fermé, dans l'esprit qui convient, leurs frontières avant la France.

L'Union des 27 n'existe pas

La prétention de soutien et de solidarité ne fait pas sourire dans ces moments difficiles. Elle inquiète et dérange. L'Italie en a fait les frais, malgré des appels incessants vers ses « amis » allemands. L'Espagne et la France suivent. Quand il s'agit de soutien en matière de fournitures en matériels essentiels (déficit de masques, de tests, de lits, etc.), nécessaires aux traitements du virus dans les centres hospitaliers ou des absences de soignants concertations aux niveaux gouvernementaux, on pouvait facilement faire mieux. Les Pays-Bas comme la Suède ont suivi un autre chemin. La Corée du Sud avait appréhendé le problème autrement.

Les pays européens n'étaient pas en mesure de faire face à cette épidémie d'ours. Dans la plupart des cas, les disponibilités hospitalières doivent être repensées. Le personnel insuffisant souffre, il opère dans de mauvaises conditions, manquant de moyens humains et matériels. La réponse des « dirigeants » politiques est souvent la même : « tout est commandé mais rien n'est encore là ».

Partout au contraire, le monde médical et de la recherche est aux abois avec un courage

exemplaire faisant preuve de solidarité. Tous les pays ont la chance d'avoir des socialistes de « très haut niveau » et particulièrement la France. Alors fichons leur la paix ! En l'absence de solution pérenne, pourquoi ne pas faire confiance aux premières propositions ? La concurrence à ce niveau est un non-sens. Si les approches sont différentes par pays, confinement ou pas, les conséquences seront les mêmes pour tous.

L'addition sera lourde pour tous

La récession, non estimable aujourd'hui sera très importante. Ce ne sont pas les quelques 750 milliards d'euros de prêts promis par la Banque Centrale Européenne, en faveur des banques nationales, qui réduiront l'impact du virus. Il s'agit pour l'instant d'une première contribution psychologique. L'Union européenne n'est pas seule sur la planète. C'est des cinq continents qu'il s'agit, en premier lieu à ce jour les États-Unis. Il est dommage que la France ait déclaré la « guerre » seule dans une Union à 27, surtout en étant mal armée ! Chacun le sait : « l'habit ne fait pas le moine ».